

**ARRETE n°2016-0006 du 15 janvier 2016**

**Objet :** Délégation de signature à Mme Céline BONNEL, chef du service Connaissance et Veille du Territoire (SCVT) et à M. Franck DUGUEPEROUX, adjoint à la chef de service.

---

**La directrice de l'établissement public du Parc national des Cévennes**

Vu le code de l'environnement et notamment l'article R.331-34,

Vu les articles 10 et 154 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,

Vu le décret n°2009-1677 du 29 décembre 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national des Cévennes aux dispositions du code de l'environnement issues de la loi n°2006-436 du 14 avril 2006,

Vu l'arrêté du Ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie en date du 9 décembre 2015 nommant Mme Anne LEGILE, directrice de l'établissement public du Parc national des Cévennes à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2016,

Vu l'avenant du 11 octobre 2013 au contrat de détachement du 14 mars 2013 renouvelant l'engagement de Mme Céline BONNEL, ingénieur des ponts, des eaux et des forêts, pour tenir compte de sa nomination sur le poste de chef du Service Connaissance et Veille du Territoire (S.C.V.T.) à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2013,

Vu la décision N°2014-0082 du 1<sup>er</sup> avril 2014 nommant M. Franck DUGUEPEROUX, ingénieur de l'Agriculture et de l'Environnement, adjoint à la chef de Service Connaissance et Veille du Territoire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014,

**ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup> :**

Délégation est donnée à Mme Céline BONNEL, chef du service connaissance et veille du territoire (S.C.V.T.), à l'effet de signer au nom de la directrice de l'établissement public du Parc national des Cévennes :

- les demandes de congés, d'ARTT, de récupérations horaires et autres autorisations d'absence des agents placés sous son autorité,
- les ordres de mission, autres que les ordres de mission permanents, des agents placés sous son autorité,
- les demandes de remboursement de frais de déplacement des agents placés sous son autorité,
- les demandes de paiement des indemnités de dimanches, de jours fériés et de service de nuit des agents placés sous son autorité,
- l'évaluation des agents placés sous son autorité,

- les lettres ou bordereaux de transmission non conclusifs portant sur le seul champ des missions du service en dehors de ceux adressés aux parlementaires, préfets et présidents de conseils régionaux et généraux ainsi qu'au Ministère de l'Écologie, du Développement Durable et de l'Énergie,
- les avis non réglementaires sur les projets et actes individuels relevant de son service,
- les demandes d'information, de pièces complémentaires et les accusés de réception relatifs aux demandes d'autorisation et aux demandes de subvention relevant de son service,
- les bons de commandes jusqu'à un montant maximum de 15 000 euros TTC dans la limite des crédits délégués à son service sur ces comptes à l'exclusion des contrats, des marchés et des conventions,
- les certifications de la réception et du contrôle des marchandises, fournitures, études, inventaires, services, travaux et demandes de paiement de subvention relevant de son service, en vue du mandatement des dépenses correspondantes.

**Article 2:**

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Céline BONNEL, la délégation de signature qui lui est conférée par le présent arrêté, sera exercée en ce qui concerne les mêmes matières par M. Franck DUGUEPEROUX, adjoint à la chef de service.

**Article 3 :**

Le présent arrêté prendra effet à compter du 15 janvier 2016.  
Il sera notifié à Mme Céline BONNEL et à M. Franck DUGUEPEROUX, affiché au siège de l'établissement pendant deux mois et publié dans les trois mois de son intervention au recueil des actes administratifs de l'établissement public du Parc national des Cévennes.

La directrice de l'établissement public  
du Parc national des Cévennes,

  
Anne LEGILE



Le présent arrêté peut être contesté par recours gracieux auprès de l'autorité qui le délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Il peut également être contesté, dans le même délai, devant le tribunal administratif de Nîmes.